

Les investissements chinois en Europe ont triplé entre 2010 et 2011. La France en est la première destination en valeur pour la période 2000-2011. Cette arrivée massive de capital suscite des interrogations

Les Chinois s'intéressent à l'Europe

PÉKIN

De notre correspondant

Rien ne prédestinait a priori Jean-Charles Simon à se tourner vers la Chine. L'idée lui est venue début 2011, lorsque le cabinet d'avocats d'affaires Simon Associés, dont il est le fondateur, a été contacté par une entreprise chinoise désireuse d'acquérir « une petite usine de produits chimiques française qui était en difficulté ». « Le rachat s'est bien passé, et j'ai pris conscience que notre cabinet ne pouvait pas ignorer cette région du monde. Il y avait des opportunités à saisir », raconte-t-il. Depuis, le cabinet a recruté à Paris des avocats chinois et a signé en juillet 2012 un partenariat avec un important cabinet chinois.

Aujourd'hui, Jean-Charles Simon affirme recevoir « de 5 à 10 fois par mois » des demandes de conseils de la part d'entreprises ou d'investisseurs chinois. Et si tous ces contacts n'aboutissent pas à des rachats, le cabinet se targue déjà d'avoir mené à bien quatre opérations d'investissement.

Le positionnement est certes stratégique, car « l'Europe est en train de connaître le début d'une flambée structurelle d'investissements directs des entreprises chinoises », affirme dans son préambule un récent rapport du Rhodium Group sur la question, réalisé en partenariat avec la China International Capital Corporation (CICC), une banque d'investissement chinoise.

Selon les estimations de ce cabinet de conseil - qui n'a comptabilisé que les projets d'une valeur supérieure à 1 million de dollars -, le volume des flux d'investissements chinois dans l'Union européenne a triplé entre 2006

et 2009, atteignant un peu plus de 2,3 milliards d'euros en 2010. En 2011, ces flux ont à nouveau triplé pour s'établir à près de 7,4 milliards d'euros.

Au sein de l'UE, ces investissements directs étrangers (IDE) visent notamment la France, qui en est le premier récepteur en valeur sur la période 2000-2011 avec 3,4 milliards d'euros, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. En revanche, en nombre de projets, l'Allemagne se détache avec 146 dossiers, contre 95 au Royaume-Uni et 70 en France. Propriétés viticoles dans le Bordelais, luxe, chimie, génie mécanique, et même aviation avec l'entrée, le mois dernier, de la compagnie chinoise HNA dans le capital

En nombre de projets, l'Allemagne se détache devant le Royaume-Uni puis la France.

(Lire la suite en page 12)

► Les Chinois s'intéressent à l'Europe

(Suite de la page 71.)

●●● de la compagnie aérienne française Aigle Azur, les investissements directs chinois en Europe englobent tous les secteurs et profitent d'une conjoncture favorable, avec la crise économique qui fait baisser le prix des actifs.

Les exemples abondent. Synutra, leader chinois de la nutrition infantile, va mettre 100 millions d'euros dans la construction d'une usine en Bretagne avec le français Sodial. En janvier, SHIG-Weichai a pris le contrôle du plus grand producteur mondial de yachts de luxe, l'italien Ferretti, tandis que Sany Heavy Industries, spécialiste chinois des machines pour le BTP, a acheté son principal concurrent européen, l'allemand Putzmeister. En mars, Lingyun, un sous-traitant automobile chinois qui emploie 10 000 salariés dans le monde, a racheté l'allemand Kiekert, numéro un mondial des systèmes de verrouillage pour automobiles, récupérant au passage 850 brevets. L'an dernier, le groupe China Three Gorges a pris 21,35 % du capital de l'électricien portugais EDP tandis que le fonds souverain chinois CIC est entré à hauteur de 30 % dans la branche exploration-production de GDF Suez.

Les Chinois cherchent à la fois à acquérir des technologies, des marques ou de nouveaux marchés. Pour Tu Xinquan, professeur en commerce international à l'université de Pékin, « c'est une évolution naturelle du développement économique de la Chine qui a accumulé beaucoup de capital et de devises étrangères ». De leur côté, les collectivités locales européennes tentent d'attirer vers elles les investisseurs chinois pour créer des activités et donc de l'emploi. Le mois dernier, une délégation d'élus français s'est rendue à Pékin pour vanter les opportunités liées au projet du « Grand Paris ». Aujourd'hui, environ 45 000 Européens, dont 12 000 Français, seraient déjà salariés en Europe d'une société chinoise.

Certains observateurs mettent en garde contre le fait que ces investissements sont menés en grande partie par des entreprises d'État (SOE) et s'inquiètent de la présence, en coulisse, des décideurs politiques. Le Rhodium Group estime que les SOE ne sont à l'origine que d'un tiers des transactions entre 2000 et 2011, mais qu'elles ont déboursé 72 % des 16,2 milliards d'euros investis sur la période. Un chiffre qui reste approximatif puisque, comme le rappelle un observateur français à Pékin, « en Chine, il est assez compliqué de déterminer précisément ce qu'est une entreprise privée et ce qu'est une entreprise publique. »

Ces structures étatiques, et en particulier celles qui dépendent directement du gouvernement central, ne sont pas soumises aux mêmes critères de rentabilité que les entreprises classiques. « Leur but premier est stratégique. Il ne s'agit pas forcément de gagner de l'argent à court terme », confirme Tu Xinquan. En Europe, la méfiance reste donc de mise, au moins dans certains secteurs. En juillet, un rapport parlementaire français sur la cyberdéfense a mis en garde contre le fait que certaines technologies, implantées par des entreprises de télécommunication chinoises au cœur des divers réseaux qui composent Internet, pourraient donner au gouvernement chinois l'accès à toutes les données qui y transitent.

Plus globalement, l'intérêt économique de ces investissements pour les pays qui les accueillent est parfois discuté. Dans certains cas, une fois l'opération effectuée et la technologie ou le marché acquis, la partie chinoise ne respecte pas ses engagements en termes d'embauche ou de

maintien de la production industrielle. *« La naïveté des Européens fait sourire les investisseurs chinois, qui ont une conception du contrat très différente de la nôtre, affirme Philippe Delalande, économiste et membre d'Asie 21-Futuribles, groupe d'étude prospective sur l'Asie. Si elle ne veut pas perdre la partie, l'Europe doit donc faire comme le font les Chinois vis-à-vis des investissements étrangers, c'est-à-dire se doter d'un appareil législatif permettant de protéger ses intérêts et son patrimoine. Il faut pouvoir tout annuler si les clauses du contrat ne sont pas respectées. Pour le moment, nous sommes totalement dépourvus de moyens de rétorsion, ce qui est tout de même problématique ! »*

GAIL BERNARD

REPÈRES

LES CHIFFRES D'UN PAYS-CONTINENT

◦ La Chine comptait 1 347 millions d'habitants en janvier 2012, selon les statistiques officielles, soit presque 21 fois la population française et 2,7 fois celle de l'Union européenne. Conséquence de la politique de l'enfant unique, l'indice de fécondité est de 1,55 %, bien en deçà donc du seuil de renouvellement des générations. Déjà, on observe une stagnation de la population en âge de travailler.

◦ Depuis 1978, l'économie chinoise s'est développée à un rythme annuel proche de 10 %. C'est aujourd'hui, le premier pays exportateur et la deuxième puissance économique du monde. Son excédent commercial est passé de 24 milliards de dollars en 2000 à 155 milliards en 2011. Il avait atteint 185 milliards en 2010. Mais, selon la Banque mondiale, 150 millions de Chinois vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour. Le niveau des coûts salariaux unitaires est estimé en moyenne à 50 % de celui de la zone euro.

◦ En 2010, la Chine a consacré 1,75 % de son PIB à la recherche, contre 0,6 % en 1995. En volume, le pays est désormais le troisième investisseur dans ce domaine. La Chine compte 23 millions d'étudiants et 1,6 million de chercheurs. Le nombre de dépôts de brevets augmente en moyenne de 25,7 % par an. Huawei, le géant chinois des télécoms, se présente déjà comme celui qui en dépose le plus au monde.

COMMENTAIRE



JEAN-
CLAUDE
BOURBON

Sens unique

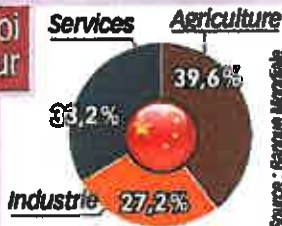
Pas une semaine ne se passe sans que l'on annonce l'entrée de capitaux chinois dans telle ou telle entreprise européenne. Il y a quelques jours, on a ainsi appris que le groupe de BTP espagnol Ferrovial avait cédé au fonds souverain chinois CIC sa participation dans l'aéroport londonien d'Heathrow. Au même moment, le pétrolier français Maurel et Prom indiquait avoir été contacté par Sinopec, premier raffineur d'Asie, pour le rachat de ses activités au Gabon. Tout cela n'est évidemment que ce qui est rendu public. En privé, les banquiers d'affaires et les avocats sont intarissables sur les tentatives d'approches des investisseurs chinois, comme ce fut le cas, par exemple, il y a quelques semaines pour la reprise d'un... abattoir breton. Mais les relations se font aussi dans les deux sens, dans un rapport qui est de moins en moins à notre avantage.

À la recherche d'argent frais, les Européens endettés ont compris où ils pouvaient trouver du capital. C'est comme cela que les Chinois ont posé un pied dans le port grec du Pirée. Restent les sous-entendus et autres malentendus sur ces rapprochements sino-européens, même si au final personne n'est dupe. « Oui, l'Europe a été naïve, expliquait la semaine dernière, Michel Barnier, le commissaire européen au marché intérieur, au micro de Radio Classique. Dans ce grand vent ultralibéral, on a cru que nous pouvions ouvrir toutes nos portes et toutes nos fenêtres sans que les autres fassent la même chose. Il faut obtenir de la Chine que nos échanges soient équitables. »

L'économie chinoise



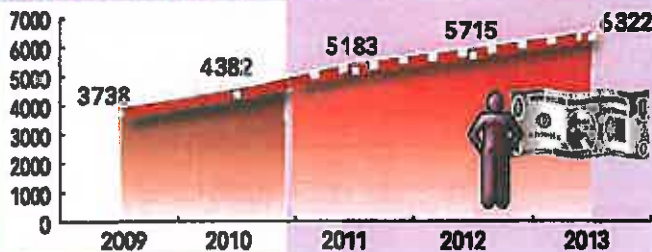
Emploi par secteur



Source : Banque mondiale

PIB par habitant en dollars

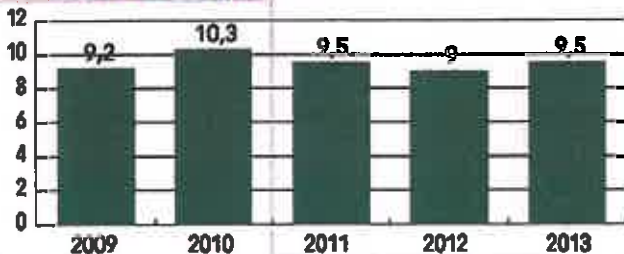
Estimations



Source : FMI, Banque mondiale

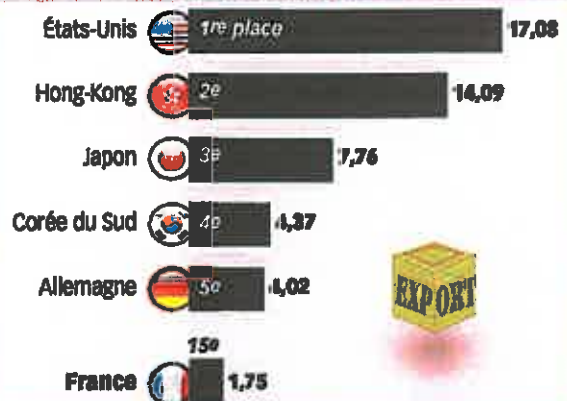
PIB croissance annuelle en %

Estimations

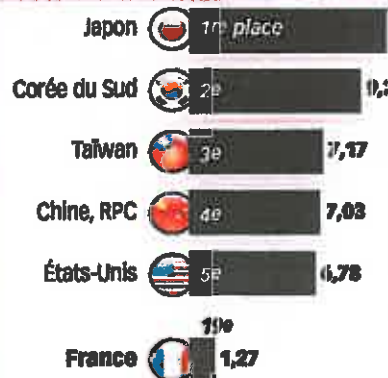


ILLUSTRATION

Les premiers clients 2011 en %



Les premiers fournisseurs 2011 en %



à noter que les données des douanes chinoises présentent des différences importantes avec celles des douanes françaises. D'après celles-ci, le montant des exportations françaises vers la Chine s'élève à 13,5 Mds €, et celui des importations depuis la Chine à 40,4 Mds € en 2011.

3. Douanes chinoises, SER Pékin



Arzaki Idjarouldene, PDG d'Air Algérie, et Wang Yingming, président de HNA signent l'accord entre les deux compagnies aériennes.

PHOTOGRAPHY / ANSA